

## 2 Politique

## Présidentielle 2016/Opposition/UN

## Chantal Myboto appelle à un sursaut patriotique

O. N.

Libreville/Gabon

L'UNE des cadres de l'Union nationale (UN), parti de l'opposition dite radicale, Chantal Myboto-Gondjout, a fait une déclaration, samedi dernier, au siège de l'UN, sis à l'ancienne Sobraga. Comme

annoncé, la prochaine élection présidentielle prévue en août 2016, aura été l'un des principaux sujets abordés par l'oratrice.

Dans cette perspective, elle n'a pas manqué de fustiger la gouvernance du président Ali Bongo Ondimba, avant de revenir sur la rengaine malade qu'elle affectionne portant sur l'état civil du chef de l'Etat. Tout en dénonçant "le men-

songe, la méchanceté, l'insulte, la fourberie, la rancune, la mesquinerie, l'incompétence, l'amateurisme et la gabegie" dans la gestion du pays aujourd'hui, l'ancienne maire UGDD de Mounana a appelé les Gabonais à s'opposer à ce qu'elle a qualifié de "gouvernance hasardeuse" qui, selon elle, mène dans le mur. "Démontrons notre patriotisme, a-t-elle dit, en

mettant entre parenthèse le Je ou le Moi, pour ne penser qu'au Nous. Ce qui signifie Gabon d'Abord".

Tout en revenant sur son récent séjour en France, Mme Myboto-Gondjout a révélé à l'assistance que "notre pays est un grand sujet de préoccupation en Europe et en Afrique. La gouvernance de notre pays est un sujet de raillerie et l'opposition gabonaise reste

une énigme qui sait mieux conjuguer le verbe diviser que rassembler." Et d'interpeller : "C'est pourquoi nous devons définitivement comprendre que le destin de notre pays est entre nos mains, celles du peuple gabonais. Personne ne viendra libérer notre pays à notre place, nous sommes condamnés à le faire nous mêmes". Sera-t-elle entendue ? Chacun jugera.



Photo : Eric Lapheta

Mme Chantal Myboto Gondjout, lors de sa déclaration samedi dernier.

## Grand angle

## Quand l'Histoire rattrape Chantal Myboto

J.O.

Libreville/Gabon

**Hormis son fond de commerce habituel, la filiation du chef de l'Etat et l'héritage d'Omar Bongo Ondimba, la militante de l'Union nationale (UN), le parti présidé par son père, a, en filigrane, dénoncé l'absence de démocratie au Gabon. Pourtant, à l'épreuve d'une fiche adressée au défunt président, parvenue à notre rédaction, beaucoup s'interrogent sur le véritable sens à donner à sa sortie du week-end dernier. «Le peuple n'a pas vraiment besoin de multipartisme», avait-elle notamment écrit il y a plusieurs années.**

COMME le dit un vieil adage, il n'est de vérité que le temps ne révèle. Nombreux partisans de l'Union nationale (UN) sont venus écouter les révélations annoncées tambour battant, par voie de médias, par Chantal Myboto-Gondjout. Malheureusement, pour eux, ce fut très loin d'être le cas. La rengaine habituelle sur la filiation d'Ali Bongo et l'héritage du défunt Omar Bongo Ondimba, leur ont été servis par l'oratrice. Ils sont repartis déçus. Constatant eux-mêmes le caractère poreux de la démarche. De cette déclaration, il y aura donc en réalité rien eu de bien croustillant à retenir. A travers plusieurs formules, elle a presque réussi à passer pour une véritable démocrate.

Pourtant, la fiche parvenue à notre rédaction, en dit tout le contraire. Adressée au défunt Omar Bongo Ondimba, il y a quelques années, elle y déclare son désamour pour la démocratie

qu'elle dit défendre dans notre pays aujourd'hui. «Le peuple (gabonais) n'a pas vraiment besoin de démocratie», soutenait-elle. Promettant d'ailleurs de l'accompagner dans cette voie. Qu'est-ce qu'il faut comprendre ? Si cela ne dépendait que de la fille de Zacharie Myboto, tenant le même discours que son père, à l'époque, le multipartisme obtenu de haute lutte par le peuple gabonais n'aurait pas vu le jour, en 1990. Conscient que rien n'arrête le cours de l'Histoire, feu le président Omar Bongo n'avait pas écouté les conseils (à contre-courant) de celle qui passait, aux yeux de l'opinion nationale, pour une égérie... D'ailleurs, lui-même, Bongo n'a vait pas hésité "de classer" le document, jugeant les arguments "faux", pour ne pas dire légers.

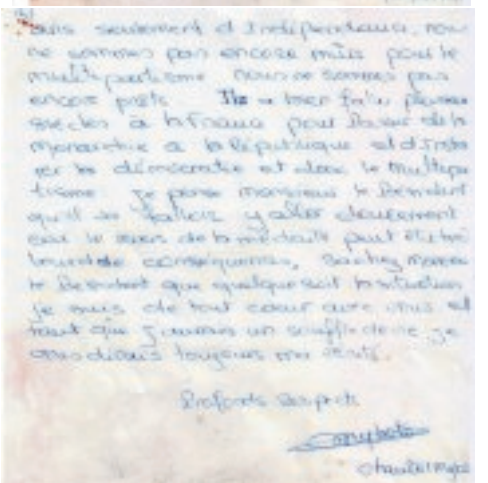
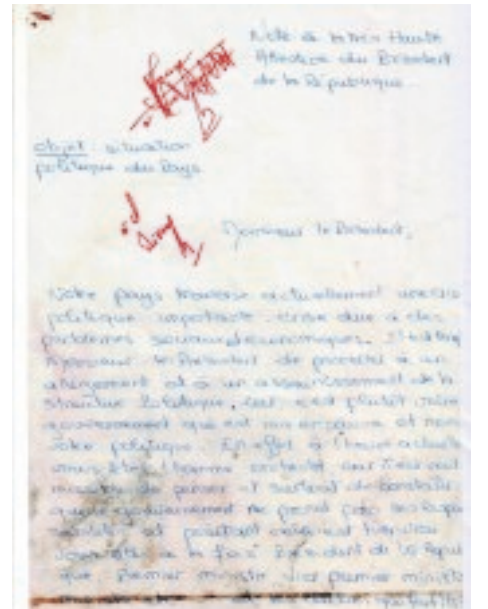
C'est oublier que l'histoire et ses traces, que rien ne peut effacer, y compris le mensonge, sont là pour rappeler aux uns et aux autres, les faits dont ils sont comptables. A l'époque, ayant un train de vie dispendieux, certains comprennent que toutes les idées et aspirations politiques étaient guidées par le besoin viral de préservation des privilèges. Surtout lorsque la famille est citée parmi les tenants d'un régime valorisant l'intérêt d'un groupuscule au détriment du plus grand nombre.

Pis, elle avait désigné, comme le démontre la mention manuscrite «ceux qui vous portent ombre», ses boucs-émissaires. Et d'énumérer par pan de la société les responsables de cette situation. Pour elle, les problèmes du Gabon avaient pour noms : François Owono Nguema (actuel membre du Conseil consultatif des sages du PDG), Jean-Marcel Djibou Divungi Di Ndinge (opposant aujourd'hui), Jean-Boniface Assélé

(président du CLR), Louis-Gaston Mayila (UPNR) et bien d'autres qui avaient été éjectés par la suite, avant et après la Conférence nationale, de leurs fauteuils ministériels. Au point de proposer un regroupement de ministères dont le seul objectif était de maintenir les Gabonais sous le joug du monopartisme. Pendant que le vent de la démocratie soufflait déjà partout en Afrique. " Il faut sauver le régime et non les hommes", avait-elle écrit sur fond de supplications.

C'est dire que le Gabon vient de loin. Si Omar Bongo avait cédé aux volontés de cette "proche", où en serions-nous aujourd'hui ? L'acte ayant consacré la liberté d'expression dont jouit, de nos jours, Chantal Myboto aurait sans nul doute tourné-court. C'est à croire que l'opposition dont se réclament à cors et à cri, ces temps-ci, certains compatriotes ne correspond qu'à leurs propres besoins. Les problèmes d'alternance politique, de succession d'Omar Bongo ne sont que l'expression d'un mal être profond qui puise sa source dans les eaux troubles de la perte des privilèges, la position naguère occupée sur la strate politique et sociale ainsi que son rêve avorté de devenir Première Dame. Une opinion largement partagée par nos populations au regard de l'absence totale d'un véritable projet de société alternatif au pouvoir en place. Car, à défaut d'avoir pour seuls arguments politique la filiation d'Ali Bongo Ondimba, le respect de l'article 10 de la Constitution, et la théorie du coup d'Etat permanent au Gabon, que proposent-ils au peuple dont ils prétendent défendre les intérêts ? Que nenni. Et la rencontre de samedi au siège de l'UN n'y a pas échappé.

## Voici deux extraits d'une des notes



## La Semaine de ...

## En attendant d'autres !

LA semaine qui s'est achevée, hier, n'aura pas été avare d'événements. Au contraire. On peut citer, entre autres : la visite au Gabon de la ministre française de l'Environnement, Ségolène Royale ; l'assemblée générale ordinaire de l'Association des maires du Gabon (AMG) tenue à Lambaréné et dont les travaux étaient ouverts par le chef de l'Etat qui a par ailleurs apporté son soutien aux sinistrés de la capitale migovéenne ; la nouvelle mission dans notre pays de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ; etc.

A ces événements-là, il faudra ajouter plusieurs autres que nous pouvons mettre en relation avec la prochaine élection présidentielle que notre pays est censé organiser en août 2016. Le gros de la présente chronique tournera donc autour de ceux-là.

Toutefois, au regard de l'importance du sujet, d'aucuns pourraient, à juste titre, nous reprocher de ne pas dire un mot sur la rencontre ayant réuni le gouvernement conduit par le Premier ministre, Daniel Ona Ondo, et la Confédération patronale gabonaise (CPG) avec à sa tête son président Jean-Bernard Boumah. Il faut déjà souligner que ces retrouvailles font suite à l'appel lancé par le patronat à l'Exécutif, à l'occasion de la cérémonie de présentation des vœux au chef de l'Etat en janvier dernier. On retiendra qu'en dépit des discours et autres

effets d'annonce dans la gestion de la dette publique, l'Etat doit des centaines de milliards de francs d'arriérés à ses partenaires. Et les choses ne devraient pas s'améliorer de si tôt à en croire la ministre déléguée à l'Économie, Marie-Julie Biloghe : "En 2016, l'Économie gabonaise serait encore fortement marquée par la chute des prix du pétrole amorcée depuis deux ans. Cette situation devrait notamment impacter la croissance et les finances publiques".

Et comme il fallait s'y attendre, M. Boumah et les siens n'ont pas manqué d'exprimer le "désarroi des chefs d'entreprises quant aux retards insoutenables accumulés dans le règlement des impayés de l'Etat". Une situation qui a pour conséquence, aujourd'hui, de fragiliser financièrement ces partenaires de l'Etat, avec le risque de licenciements massifs. Voilà qui ne peut qu'inquiéter et exiger beaucoup plus d'efforts de la part du gouvernement, afin d'éviter, comme l'ont dit les entrepreneurs, le chaos.

Et l'A-DG du groupe ACK de gémir : "Le secteur du BTP est dans un état de sinistrose. Ne vous étonnez pas si vous entendez que le groupe Mika services est en faillite. Vous êtes en train de nous tuer à petit feu Monsieur le Premier ministre (...)."

Pour revenir aux activités liées à la prochaine Présidentielle, relevons qu'il en a eu environ cinq. A savoir la rencontre du "Distingué ca-

marade président" du PDG avec les sages de son parti ; la conférence de presse du sénateur du 2e arrondissement de Libreville, Jean Eyeghe Ndong, par ailleurs un des soutiens sûrs du candidat Jean Ping ; la déclaration de Chantal Myboto-Gondjout, cadre de l'Union nationale (UN), l'adoubement du candidat Ali Bongo Ondimba par l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale (Udis), d'Hervé Patrick Opiangah qui a réussi une mobilisation monstre à cet effet, samedi dernier, au stade de Nzeng-Ayong ; le début de la tournée de Jean Ping dans le Haut-Ogooué...

A cela, on ajoutera la déclaration de candidature du président du Parti socialiste gabonais (PSG) Moussavou King ; et celle de Raymond Ndong Sima, l'ancien Premier ministre du président Ali Bongo Ondimba.

Ces deux candidats sont venus allonger la liste de ceux déjà connus : Jean Ping, Pierre-Claver Maganga Moussavou et Ali Bongo Ondimba. Ils sont donc cinq compatriotes qui, à ce jour, ont officialisé leur ambition de diriger le Gabon.

En scrutant un peu autour de chaque candidature, on peut relever que le "président candidat" entend défendre les couleurs du PDG qui l'a déjà investi. A côté du PDG, un autre parti de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, l'Udis, l'a déjà solennellement adoubé ; sans doute que d'autres formations

politiques de cette galaxie suivront. Notons aussi le soutien d'une quinzaine de partis politiques se réclamant de l'opposition.

Pour sa part, l'ancien président de la Commission de l'Union africaine bénéficie du soutien de personnalités et de plusieurs partis politiques dont certains ayant des élus au Parlement, récemment réunis autour d'une convention en sa faveur.

Le maire de Mouila lui, compte essentiellement sur son Parti social démocrate (PSD) qui lui aussi a connu des défections ces derniers temps.

En ce qui concerne Moussavou King et Raymond Sima, à ce stade ils ne peuvent compter respectivement que sur le PSG, illustre inconnu sur l'échiquier national ; et sur son statut d'ancien Premier ministre, ancien député (PDG) du canton Kyé (par Oyem) et peut-être sur les employés des entreprises dont il est propriétaire. Voilà, à peu près, tout sur la prochaine Présidentielle à ce jour. Nul doute que d'autres candidatures suivront, au regard de l'atmosphère régnant à l'UN et à la détermination des leaders du Rassemblement "Héritage et Modernité" qui soutiennent avec insistance qu'ils présenteront un "candidat sûr, compétent et crédible". Ce qui d'ailleurs suscite l'impatience chez leurs sympathisants.